



Dynamiques, interdépendance et cohésion des territoires

Synthèse du Rapport de l'Observatoire des Territoires 2011 : « Dynamiques, interdépendance et cohésion des territoires », DATAR

■ Objectifs

- Éclairer sur les disparités et les grandes tendances à l'œuvre dans les territoires français.
- Analyser les enjeux de cohésion territoriale à différents niveaux géographiques et les principaux défis auxquels sont confrontés les territoires aujourd'hui.

1. Recomposition et interdépendances au sein de l'espace national

■ **Concentration accrue de la population dans le Sud et l'Ouest, sur les littoraux et autour des grandes agglomérations**

- **La population française a augmenté de 4,2 millions entre 1999 et 2009, passant de 60,1 à 64,3 millions d'habitants (augmentation dans toutes les régions, sauf en Champagne-Ardenne).** Les écarts de dynamisme se creusent entre les régions du Sud et de l'Ouest, qui affichent toutes une croissance de population supérieure à la moyenne nationale (+ 0,7%), et les autres régions.
- **Deux types d'espaces concentrent de plus en plus de population : les littoraux, particulièrement ceux de l'Atlantique et de la Méditerranée, et les grandes aires urbaines (ceux-ci représentent 80% de la population).**

■ **Les systèmes urbains articulent les échanges aux différentes échelles**

- **L'aire urbaine de Paris compte près de 12 millions d'habitants et la région Ile-de-France représente plus du quart du PIB du pays.**
 - Hormis celle de Paris, aucune aire urbaine française ne peut être considérée comme métropolitaine à l'échelle mondiale ou européenne.
 - Les grandes aires urbaines françaises ont relativement peu de connexions avec l'Europe et le reste du monde, à l'exception de la capitale (qui constitue un pivot d'échanges avec l'international) et, dans une moindre mesure, de Lyon.
 - Parallèlement, plusieurs des plus grandes agglomérations françaises, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux, développent des relations de longue portée entre elles.

■ **Regain démographique des espaces ruraux et interdépendance avec les espaces urbains**

- **La croissance démographique de la dernière décennie est néanmoins marquée par l'inflexion des tendances d'évolution de population des espaces qualifiés de ruraux.** Cependant le mouvement ne suffit pas à enrayer la baisse de population des territoires les plus éloignés des villes, notamment en Champagne-Ardenne, Limousin et Bourgogne.
 - Dans les communes « multipolarisées » (représentant 10% de la population en 2008), c'est-à-dire hors des couronnes périurbaines, plus de 40% des actifs se déplacent pour travailler dans l'une ou l'autre des aires urbaines situées à proximité.
 - Ici coexistent fonctions résidentielles, pôles de services, fonctions de production, agricoles surtout, mais aussi industrielles.



- **Les mobilités et les nouvelles technologies favorisent le rapprochement des modes de vie**
 - **Les modes de vie des populations des différents types d'espaces tendent à converger, notamment à la faveur de l'augmentation des mobilités résidentielles et quotidiennes :** augmentation des déplacements domicile-étude, de ceux effectués pour des achats, et plus encore des trajets domicile-travail (de 12 à 14,7 km entre 1994 et 2008).
 - Les technologies de l'information et de la télécommunication permettent également d'améliorer les modes de vie des personnes dans les espaces ruraux.
- **Artificialisation accélérée et dépendance à l'automobile accrue : conséquences du peuplement des territoires peu denses**
 - **Alors que le recours aux transports en commun augmente en centre-ville depuis les années 2000, la part modale de la voiture dans les déplacements a continué d'augmenter nettement entre 1999 et 2006 dans les zones les moins denses, comme dans les couronnes périurbaines** (le trafic automobile y a crû de 30% en 14 ans).
 - **L'extension d'un tissu urbain discontinu se poursuit dans toutes les régions, contribuant à fragmenter les milieux naturels et constituant une menace pour la biodiversité.**

2. Convergences et divergences des trajectoires de croissance des régions

- **Des écarts de richesse qui se réduisent entre régions de France métropolitaine et s'accroissent avec les DOM**
 - **En 2007, le revenu disponible brut (RDB) annuel par habitant, revenu après transferts et prélèvements, est d'environ 20 000 euros. Il varie du simple au double, de 12 000 euros en moyenne dans les DOM à 24 000 euros en Ile-de-France.**
 - Malgré une progression du PIB par habitant entre 2000 et 2008, les DOM ont un taux de chômage élevé (plus de 20%) qui pèse sur le niveau du RDB par habitant.
 - A l'inverse, les écarts de RDB par habitant entre les régions de métropole se sont resserrés, sous l'effet de mécanismes qui agissent différemment selon les régions : gains de productivité qui se traduisent par une hausse des revenus d'activité.
- **L'Ile-de-France conserve sa singularité, mais plusieurs régions convergent vers un modèle de développement à forte valeur ajoutée**
 - **La capitale renforce son avantage en termes de PIB par habitant sur les activités à très forte valeur ajoutée, comme les services aux entreprises, les activités financières et immobilières, ainsi que le commerce, tandis que la part des activités à plus faible valeur ajoutée telles que l'administration, les services non marchands, recule.**
 - Les régions PACA et Rhône-Alpes se distinguent également avec une forte concentration d'activités, un niveau de PIB par habitant et une productivité nettement supérieurs à la moyenne des régions de province.
 - Cependant, en dynamique, elles sont devancées par quelques régions où les gains de productivité sont plus élevés que la moyenne (Midi-Pyrénées, Bretagne, Aquitaine, Pays de la Loire et Nord-Pas de Calais).
- **Les disparités entre régions s'atténuent, mais les régions de tradition industrielle sont en retrait des dynamiques nationales.**
 - **Le système de retraites constitue un puissant mécanisme de redistribution qui a bénéficié à l'économie de nombreuses régions entre 2001 et 2008, favorisant le développement d'une économie résidentielle.**



- Dans les régions rurales les plus attractives pour les personnes de 60 ans ou plus, les revenus des retraites, ont d'une part généré une demande de services et contribué à maintenir ou créer de l'activité économique et d'autre part influé à la hausse sur le niveau du RDB par habitant (en Auvergne, Limousin, Basse-Normandie, Poitou-Charentes).
- Le Languedoc-Roussillon est atypique, avec une structure d'activité très marquée par la construction et de faibles gains de productivité (le PIB et le RDB par habitant y restent à un niveau très faible).
- Les régions de tradition industrielle, la Picardie, la Lorraine, la Champagne-Ardenne, la Franche-Comté, l'Alsace, accusent un recul par rapport à la moyenne, à la fois en termes de PIB et de RDB par habitant (ces régions ont été les plus touchées par la crise de 2008).

3. Diversité des modèles de développement, opportunités et défis

■ Diversité des modèles et facteurs de développement

- **Entre 2000 et 2008, les trois plus grandes régions urbaines (Ile-de-France, PACA et Rhône-Alpes) ont contribué pour plus de moitié (53 %) à la croissance nationale, alors qu'elles ne représentent qu'un tiers de la population de France métropolitaine.**
 - Pourtant, quelques départements ruraux ont connu une croissance du PIB par habitant supérieure à la moyenne nationale, comme l'Aveyron, la Lozère, le Lot ou la Corrèze, montrant que le modèle de type « métropolitain » n'est pas le seul permettant la croissance et le développement.
 - A l'échelle des zones d'emploi, les spécificités des trajectoires de croissance de l'emploi sont très marquées (déterminées par les caractéristiques structurelles et des grands bouleversements de l'économie intervenus dans le temps).

■ La formation, un des facteurs de dynamisme de l'emploi

- **Les disparités de niveau de formation entre les régions et au sein des régions sont très élevées.**
 - **La plupart des régions du quart Nord-Est sont pénalisées par un niveau de formation inférieur à la moyenne**, avec une part de diplômés du supérieur faible et une forte proportion de sortants du système scolaire sans diplôme (contrairement aux zones d'emploi des grandes aires urbaines).
 - D'autres facteurs sont associés à des trajectoires de croissance, comme l'accessibilité aux infrastructures de transport, les aménités, la présence de services, le patrimoine, le développement de l'activité touristique (défi : valoriser des ressources pour une économie verte).
 - Autres sources nouvelles de croissance : enjeux liés aux changements climatiques, préservation de la biodiversité et développement des énergies renouvelables (défi : efforts en termes d'innovation).

■ Les régions du Nord-Est et les territoires ruraux fragilisés par le vieillissement

- **La France est confrontée, comme l'ensemble des pays européens, aux enjeux du vieillissement de la population.**
 - Cependant, sa fécondité élevée lui confère un avantage en termes de ressource potentielle en main d'œuvre (à l'horizon 2040, la population française passerait de 65 à plus de 70 millions d'habitants).
 - Au plan national, les écarts entre les régions très attractives du Sud et de l'Ouest et celles du Nord et de l'Est continueraient de se creuser (effets des générations du baby-boom, des migrations).



- Le vieillissement constitue aussi une menace pour les territoires ruraux, en particulier ceux dont le développement s'appuie exclusivement sur l'accueil des séniors : le rapport entre les plus âgés et les personnes en âge d'être actives ira en s'accroissant ; pour la moitié des départements, ce ratio augmenterait de plus de 25 points entre 2006 et 2040 (notamment dans la Nièvre, le Cantal, la Dordogne ou le Lot).
- Il faudra donc anticiper cette inévitable réorganisation du réseau de services et de commerces, et répondre aux besoins d'une population vieillissante, tout en essayant de maintenir des services attractifs pour attirer ou simplement retenir les jeunes générations.

4. La croissance française et de ses régions dans le contexte européen : des défis importants

■ Le défi de la production de richesse dans un contexte démographique favorable

- **Entre 2000 et 2010, le poids démographique de la France au sein de l'Union européenne est passé de 12,6% à 12,9%, tandis que sa contribution au produit intérieur brut (PIB) s'établit en 2010 au même niveau qu'en 2000, à 16%.**
 - Sur la période précédant la crise, neuf régions françaises, figurant parmi les cinquante plus grandes de l'Union européenne, ont conservé, voire amélioré leur position (en 2008, leur production représentait 11% de la richesse produite dans l'UE).
 - L'Ile-de-France reste de loin la première des 271 régions européennes en termes de contribution au PIB (4,5% de la production européenne en 2008).
 - Mais, entre 2000 et 2008 la quasi-totalité des régions françaises accusent un recul en termes de PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'UE ; seulement trois régions avaient en 2008 un niveau de PIB par habitant supérieur à la moyenne européenne (Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

■ L'innovation et la mobilisation de la main d'oeuvre, sources de croissance

- **L'innovation constitue une voie pour accroître la productivité et permettre l'adaptation de l'économie aux nouveaux enjeux de durabilité.**
 - La contribution de la France aux dépenses de recherche au niveau européen est élevée grâce notamment à l'Ile-de-France, première région européenne en termes de dépenses de R&D du fait de sa taille (6,8% du total de l'UE en 2007).
 - La tendance est cependant à la déconcentration : le poids de l'Ile-de-France est passé de 49% des dépenses de R&D en 1990 à 40 % en 2007.

■ Mobiliser les ressources humaines, pour une croissance intelligente et inclusive

- **Dans la perspective de renforcer les capacités d'innovation des régions, le niveau de formation est un facteur déterminant.**
 - La France est bien positionnée dans l'ensemble des pays de l'UE en termes de développement de la connaissance, en témoigne une part importante de diplômés du supérieur parmi les jeunes (43,5% des 30-34 ans), dépassant même l'objectif européen (40%).
 - L'Ile-de-France, comme la plupart des régions capitales de l'UE, se distingue, avec une part de diplômés du supérieur de 50%.
- **Améliorer le niveau de formation favorise la mobilisation de la main d'oeuvre, source de croissance en complément des gains de productivité.**
 - Bien que le taux d'emploi de la France se situe au-dessus de la moyenne de l'UE (69,2% contre 68,5%, en 2010), il reste en deçà de l'objectif européen de 75%.



- L'accès à l'emploi de toutes les personnes en âge de travailler est un facteur de réduction de la pauvreté, autre objectif de la stratégie Europe 2020 (taux de pauvreté de 12,9% en France en 2009, contre 16,3% en moyenne dans l'UE).
- **Enfin, la lutte contre le changement climatique et la maîtrise de l'énergie sont également des défis majeurs pour une croissance durable**
 - **Le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre est plus faible en France qu'en moyenne dans l'UE.**
 - La France enregistrerait à l'horizon 2100 une hausse des températures de l'ordre de 2,5°C contre une hausse comprise entre 3 et 5°C au niveau européen.
 - **La France devra, par ailleurs, atteindre l'objectif de 23% d'énergie renouvelable dans sa consommation finale à l'horizon 2020 alors qu'en 2008 la proportion n'était que de 11%.**